

Algérie : Une déclaration unitaire pour les libertés démocratiques

mardi 2 juillet 2019, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 27 juin 2019).

Une réunion unitaire a adopté, mercredi 26 juin, une déclaration pour défendre les libertés démocratiques, le mouvement populaire contre le pouvoir et un processus constituant, à l'invitation du FFS et qui a regroupé certains partis, notamment le PT et le RCD, les plus connus. Nos camarades du PST ont décidé de s'y associer.

C'est une initiative importante car elle tombe dans à un moment où Gaïd Salah cherche des interlocuteurs pour sa feuille de route, et la seule offre est venue d'un conglomérat de partis, associations, syndicats, associations des droits de l'homme qui se font appeler « conférence nationale de la société civile », avec comme proposition « aller vers une transition autour d'une élection présidentielle », qui se chargera de préparer une réforme de la Constitution. Heureusement, cette initiative ne semble pas peser, non pas tant pour le contenu de ses propositions, mais car elle est investie par des forces plutôt conservatrices et des islamistes, et qu'elle ne demande aucune garantie sur le « SIMG » démocratique, notamment à l'endroit des femmes et de la répression et les libertés.

Dans ce contexte, cette initiative est reprise par les milieux médiatiques, qui en font « L'événement » pour la présenter comme alternative du camp démocratique.

On a décidé de s'y investir, tout en défendant nos revendications. Les déçus de la « conférence nationale de la société civile » la regardent également.

Le rendez-vous de mercredi 26 juin a regroupé beaucoup plus de gens et de participants que la première rencontre. Ça ouvre une autre brèche, il y a maintenant deux alternatives face à l'institution militaire. Ont donc signé cette déclaration les organisations et individus suivants : FFS, RCD PLD, UCP de Zoubida Assoul, PT, PST, MDS, LADH Benissad, IRD, SATEF, SNPSP, CSA, CLA, SNAPAP Mokrane Ait-Larbi, Rahabi, Djamal Zenati, Lakhdar Bouguerra, Associations pour les droits des femmes, anciens syndicalistes UGTA, Nacer Djabi, des économistes, Noureddine Boudarba, Ahmed Badaoui, des Avocats, Aouicha Bakhti, Zazi Sadou...

D'après nos correspondant(e)s

Voir la déclaration sur ESSF (article 49503), [Algérie : Pacte pour une véritable transition démocratique](#)

P.-S.

NPA

<https://npa2009.org/actualite/international/algerie-une-declaration-unitaire-pour-les-libertes-democratiques>